

Henri de Man et le néo-socialisme belge

par Michel BRELAZ,

★

« Il y a si loin de la manière qu'on vit à celle selon laquelle on devrait vivre, que celui qui laissera ce qui se fait pour cela qui se devrait faire, il apprend plutôt à se détruire qu'à se maintenir. »
(Machiavel, *Le Prince*, chap. XV).

Steven Philip Kramer a proposé récemment une synthèse de l'évolution du socialisme belge de 1933 à 1940 (1). Devant le tableau si cohérent qu'il nous présente, on serait tenté de se demander pourquoi l'on s'est posé jusqu'ici tant de questions délicates, souvent demeurées sans réponse satisfaisante. Mais je le dirai carrément : Il me donne l'impression d'avoir écrit son étude comme si nous étions trente ans plus tôt, ou au contraire trente ans plus tard — délai hypothétique qui nous délivrera peut-être d'un certain nombre d'incertitudes. Persuadé que « toute histoire est histoire contemporaine » (B. Croce), je voudrais cependant nuancer son bilan de quelques doutes provisoires, mais tenaces.

Une question de définition.

Kramer propose à juste titre de jeter les bases d'une étude comparative du néo-socialisme. Dans la perspective synchronique qui est la sienne, le terme est étroitement lié au courant politique créé par un noyau de députés issus de la SFIO, qui fondèrent après leur exclusion à la fin de 1933 le *Parti Socialiste de France (Union Jean Jaurès)*. De ce mouvement, d'ailleurs peu homogène, le public cultivé n'a guère retenu que le triptyque

(1) S.P. KRAMER, « Neo-socialism : the Belgian case », *Res Publica*, Bruxelles, vol. XVIII, 1976, n° 1, pp. 59-80.

« ordre, autorité, nation » et le fameux « je suis épouvanté » de Léon Blum (2) qui lui répondit. L'un et l'autre ne manquèrent pas d'apparaître en filigrane dans les débats doctrinaux ultérieurs du POB en Belgique, ce qui suffirait à révéler un certain parallélisme des situations. Mais la crise déclenchée par les néo-socialistes français favorisa aussi l'éclosion d'un courant planiste à plusieurs foyers (*Révolution constructive*, *Combat marxiste*, Fédération des Fonctionnaires, Bureau de la CGT) (3), qui n'étaient pas néo-socialistes et dont les liens avec le planisme belge attestent que l'influence d'Henri de Man s'est exercée surtout à l'intérieur du parti socialiste. L'étude du mouvement planiste international montrerait qu'il en fut de même dans les autres pays.

Dès 1934, Georges Lefranc (un des fondateurs de *Révolution constructive*) exposait la différence en ces termes :

« L'ère des regroupements nécessaires ne doit pas être précédée d'une ère de dissociation. Nous sommes persuadés, comme Henri de Man, que le mouvement qu'il a entrepris doit s'appuyer d'abord sur les masses ouvrières et qu'il ne servirait à rien de gagner les classes moyennes, si l'on abandonnait une partie de la classe ouvrière et les chômeurs à leur sort. » (4)

Vandervelde affirmait alors aussi qu'en Belgique de Man était un facteur d'union, tandis qu'en France, au contraire, Déat était un facteur de discorde (5). Or, même lorsque les tensions doctrinales et personnelles eurent remis en question ce facteur d'union, de Man ne songea pas à conduire son action ailleurs que dans le parti — raison pour laquelle il n'abandonna jamais l'espoir d'en réformer l'organisation et les principes.

Appliquée aux planistes belges, l'appellation néo-socialiste exigerait des réserves précises, à défaut desquelles ou si l'équivoque demeure il vaudrait mieux y renoncer.

Le planisme belge : une affaire de personnalités ?

« L'étude du socialisme belge dans les années 1930, constate Kramer, tourne autour d'un très petit nombre de personnalités. » (p. 59) (6). Si

(2) G. LEFRANC, *Le Mouvement socialiste sous la III^e République*, Paris, 1963, pp. 296 ss.

(3) G. LEFRANC, *Problèmes socialistes et syndicaux*, Paris, 1970, pp. 201 ss.

(4) *Ibid.*, pp. 193-194.

(5) E. VANDERVELDE, « Henri de Man et Marcel Déat », *L'Étudiant socialiste*, février 1934.

(6) Les indications de page figurant entre parenthèses dans le texte renvoient à l'article de S. Kramer cité à la note (1).

cette particularité est due effectivement au caractère « ouvrieriste » du POB, elle devrait se vérifier aussi bien pour les périodes antérieures. De fait, le « vedettariat » socialiste ne semble pas être propre à la période planiste, ni d'ailleurs à la Belgique. Quoi qu'il en soit, ramener l'étude d'un mouvement socialiste à la personnalité de ses chefs, c'est s'exposer à ne pas dépasser le stade biographique.

C'est une réserve du même ordre que je formulerais à propos de l'idée que « les leaders du néo-socialisme n'étaient pas des hommes profondément enracinés dans le mouvement ouvrier » et qu'ils auraient été plus perméables à l'influence fasciste parce que s'identifiant moins que de Brouckère ou Vandervelde à la classe ouvrière (p. 79). Il suffit de dire que la fièvre fasciste n'a nullement épargné la classe ouvrière elle-même pour comprendre le caractère aléatoire de cette relation. Supposons qu'elle soit établie et demandons-nous si l'imperméabilité aux idées est une bonne façon de les comprendre, voire de les combattre, je ne dis pas, s'il le faut, de les abattre.

Par leur évolution et leur tempérament, Vandervelde et de Man incarnaient au début, avec des nuances et des concessions de part et d'autre, l'un la continuité, l'autre le renouvellement du mouvement. La transition était-elle possible sans heurts ? Devait-elle se faire autrement ? La réponse ne dépendait pas d'eux, mais d'une situation globale qui transparaît toujours dans les données personnelles. Lorsque Kramer écrit que de Man est devenu la « victime de la dialectique entre ses théories et son échec politique personnel » (p. 79), il fait du néo-socialisme belge un mouvement d'individus somme toute marginaux, sur qui devait retomber une responsabilité qui ne semble pas concerner le POB et ses leaders « orthodoxes ». Le destin de l'individu vient ainsi providentiellement au secours de l'organisation. La trahison — « cette idée qui surgit chaque fois que l'on refuse de connaître la raison profonde d'une défaite inattendue » (7) — la trahison d'un seul devient l'alibi de tous.

De quelques contradictions et questions.

Cette individualisation de l'échec a bien entendu des répercussions sur la problématique. Comment, par exemple, concilier l'idée que le néo-socialisme ait été le fait de quelques individus et qu'il soit apparu pour combler le vide laissé par le réformisme (p. 78) ? Qu'il ait été l'œuvre d'hommes n'ayant jamais obtenu l'entière adhésion des militants socialistes et qu'il ait pourtant accéléré l'intégration des partis socialistes dans la société capitaliste ? Qu'il ait subi passablement de frustrations de la part des autres

(7) M. SPERBER, *Le Talon d'Achille*, Paris, 1957, p. 32.

partis et du Parlement et qu'il ait été en même temps une forme de réformisme compatible avec une nouvelle forme de développement capitaliste ? Qu'il ait pris modèle sur l'exemple fasciste et soit pourtant reconnu comme le précurseur direct de l'actuel socialisme européen ? (p. 79.)

Comment d'autre part parler de « psychose des exemples voisins » (p. 79) alors que le succès du fascisme fut construit au moins partiellement sur la faiblesse des partis socialistes ? Le terme de psychose désignant une perturbation de la relation à la réalité, on pourrait en conclure que la tentation fasciste n'a jamais existé que dans l'esprit troublé de ceux pour qui elle n'était pas qu'un accident de l'histoire. Une pensée qui s'est développée dans des circonstances si étranges aurait-elle conservé plusieurs décennies plus tard une force d'attraction indéniable ?

On s'étonne aussi de lire que de Man et Spaak, moins que tout autre, pouvaient restaurer la confiance ébranlée par la carence de l'ancienne génération, parce que tous deux « étaient étrangers aux masses du parti », ne s'y sentaient pas à l'aise et « changeaient continuellement de position ». C'est une des principales raisons pour lesquelles de Man se serait alors rapproché du Roi, avant de collaborer avec les nazis (p. 62). Il serait intéressant de connaître les sources sur lesquelles l'auteur s'appuie pour affirmer tout cela. Ensuite il faudrait peut-être distinguer entre confiance des masses et confiance des cadres. Que sait-on au juste de la première ? Quant à la seconde, si l'on en juge d'après les assemblées et les témoignages, elle fut très grande jusqu'à l'entrée dans le gouvernement en 1935, puis subit le contrecoup du conflit de tendances qui se manifesta progressivement. Ce n'est pas avant la fin de 1938 que l'opposition « orthodoxe » parvint à faire pencher la majorité en sa faveur et encore était-ce sur une question de politique extérieure.

Ce n'est pas la base politique ni la confiance des masses qui ont fait défaut aux planistes. Au contraire : « Le planisme, dit Jef Rens, a été un moyen de galvaniser les masses et de galvaniser le parti » (8). La dégradation de l'idée s'est faite d'en haut, progressivement, avec des moments de reprise. Il y eut la réglementation des cumuls dans le POB, excellente illustration de la façon dont une bonne idée devient une faute politique. Il y eut la discussion sur le corporatisme, plus inopportune qu'injustifiée. Il y eut la faillite de la Banque Belge du Travail qui, indirectement, porta un rude coup à la propagande du Plan. Ce sont des faits de ce genre, ajoutés au conservatisme et à l'inertie de l'appareil, ainsi qu'à la sourde opposition de la tendance « marxiste », qui convainquirent peu à peu de Man que le parti n'était pas en mesure d'être le support unique d'un

(8) *Actes du colloque international sur l'œuvre d'Henri de Man* organisé par la Faculté de droit de l'Université de Genève les 18-20 juin 1973. Genève, 1973, t. 2, p. 132.

gouvernement planiste. Peut-être exagérât-il les résistances rencontrées et s'en irritait-il trop facilement (9). Mais d'autre part la vieille garde n'approuvait le Plan que du bout des lèvres ; elle tenta d'éviter en 1935 à la fois la grève générale et la chute du gouvernement Theunis en favorisant la création de la Commission Nationale du Travail, qui aurait dû pallier dans une certaine mesure l'absence d'un gouvernement tripartite dont la majorité du POB ne voulait pas.

Kramer estime que « nombre de vieux socialistes se méfiaient d'Henri de Man à cause de ses fréquents changements de position » (p. 66). Pourtant, à ma connaissance, aucun n'a déploré qu'il se soit porté volontaire en 1914 contre sa foi d'internationaliste et de pacifiste (10). Aucun n'a critiqué son réformisme de *La leçon de la guerre*. Et si Vandervelde a croisé le fer avec lui au sujet d'*Au-delà du marxisme*, cela ne l'empêcha pas de lui faire attribuer un prix officiel. Après la publication du livre, Anseele — qu'un grave incident avait opposé à de Man avant la guerre — se serait écrié : « Je l'avais toujours dit qu'il changerait ! C'est nous qui avons raison ! » (11). Chacun savait, Vandervelde le premier, que son retour en Belgique n'avait de sens que parce qu'il avait changé et professait des idées nouvelles. L'appel à de Man obéissait à un besoin de renfort ; c'était, dit Kramer, un aveu d'impuissance, l'origine en tout cas d'une équivoque redoutable, car de Man en tira la conclusion que quelque chose pouvait et devait changer dans le parti et le mouvement socialiste.

Planisme, socialisme national et démocratie autoritaire.

de Man pensait que le socialisme pouvait être une force de riposte à condition de faire porter l'effort sur des réalisations immédiates (n'impliquant pas l'abolition des buts à plus long terme). Il y était préparé par une longue réflexion sur la nature du socialisme et les conditions de sa réalisation. Les circonstances firent le reste. Et en dépit de certaines formules polémiques, voire d'un intime désir d'ordre et d'autorité, le planisme ne fut pas plus philofasciste que le fascisme n'était philosocialiste (12). Le socialisme national et la démocratie autoritaire étaient des formules de

(9) *Ibid.*, p. 137, p. 148.

(10) Pas même C. Huysmans ? Ce serait à vérifier. Toujours est-il que de Man vint avec F. Dardenne prendre amicalement congé de lui au moment de son engagement (interview de M^{me} S. Huysmans, octobre 1975).

(11) Lettre de L. Delsinne à H. de Man, 30 décembre 1925 (arch. personnelles).

(12) La relative stagnation doctrinale de la gauche n'était pas étrangère au fait que les idées venant de la droite ont largement débordé, entre les deux guerres, leur milieu d'origine. On oublie souvent ce fait, en même temps qu'on confond droite et fascisme. Cf aussi à ce sujet P. TOMMISSEN, « Hendrik de Man redivivus », *Kultuurleven*, mai 1973, pp. 397-403.

combat. Peut-on dire qu'elles copiaient, consciemment ou non, l'exemple fasciste (p. 79) ?

L'expression de « socialisme national », par exemple, ne recouvre ni une théorie nationaliste, ni une théorie socialiste. C'est la constatation banale que la réalisation du socialisme doit se faire d'abord dans le cadre national, puisqu'elle ne peut pas se faire ailleurs faute d'institutions. Il s'agit d'une première étape, qui crée les conditions préalables d'un ordre économique international. A la différence du fascisme, l'objectif visé est à l'opposé du nationalisme économique et de l'autarcie. Il n'y a pas exaltation d'un mythe national, unitaire et communautaire (pour ne rien dire du racisme nazi) sous la toute-puissance de l'Etat, du parti unique et du guide. L'abandon de la lutte de classe n'est que la conséquence du postulat démocratique et la reconnaissance d'un fait sociologique, la situation minoritaire de la classe ouvrière divisée de surcroît par la barrière confessionnelle. Il n'est pas du tout exigé de l'individu qu'il se renie au profit de l'Etat, du peuple ou de la nation. Quant au corporatisme, de Man en considérait la variété fasciste comme une escroquerie et un système d'embrigadement au service de l'Etat, l'antithèse de ce qu'il aurait dû être selon lui : un mode de socialisation et de démocratisation de l'économie.

L'idée de démocratie autoritaire utilisait une formule mal choisie pour dire qu'il fallait renforcer la démocratie au lieu de l'affaiblir. L'antiparlementarisme de de Man avait pour cible un parlementarisme qui fonctionnait mal (13), son antilibéralisme s'attaquait au libéralisme bourgeois, ses projets de réforme étatique visaient à soustraire les institutions à l'influence excessive d'intérêts particuliers (puissances financières, hommes d'appareil, presse commercialisée). Par le gouvernement de législature, la création d'un conseil économique, l'introduction du référendum, la transformation de la presse en service public, il s'agissait d'accroître l'efficacité des pouvoirs publics et la responsabilité des représentants, tout en augmentant la transparence des fonctions.

Planisme et participation gouvernementale.

Kramer voit dans l'abandon de la solidarité socialiste internationale le prix de la participation socialiste au gouvernement (p. 68). Or la participation aux deux gouvernements Van Zeeland fut décidée par les socialistes en se fondant presque exclusivement sur des données de politique intérieure. Ce n'est qu'à partir de 1936 que la politique extérieure devint de plus en plus un objet de préoccupation et de discordance. Cependant le

(13) C.H. HÖJER, *Le Régime parlementaire belge de 1918 à 1940*, Bruxelles, 1969, p. 345.

principe de la politique d'indépendance avait été approuvé par le POB, même par Vandervelde. Malgré d'âpres débats, on ne se résolut pas par la suite à quitter le gouvernement, ce qui ne signifie pas que les « socialistes nationaux » l'aient emporté sur les internationalistes, mais seulement que ceux-ci admettaient, au moins provisoirement, la prépondérance de fait des avantages découlant de la participation sur un idéal internationaliste que les circonstances avaient affaibli jusqu'à l'impuissance. L'aide à l'Espagne républicaine ne se serait pas accrue par la non-participation. Le problème se serait posé différemment si elle avait été le moyen de renforcer la sécurité collective et de renverser la politique d'indépendance. Or le parti était minoritaire en Belgique, constate Kramer, et la Belgique elle-même manquait par trop de poids pour amener un changement majeur dans la politique étrangère de la France et de la Grande-Bretagne (p. 70).

Il n'est pas plus exact de dire que les socialistes payaient la participation par l'abandon de la sécurité collective (p. 80). La vérité est que, malheureusement, il ne dépendait pas de la Belgique de rendre celle-ci plus effective, ni du POB de la rendre plus crédible. Ce n'est pas tant la Belgique qui a abandonné la sécurité collective, que la sécurité collective qui a abandonné la Belgique (14). Le fait que le Cabinet Spaak soit, au début de 1939, tombé sur la question Martens, plutôt que sur celle de Burgos, n'est donc pas simplement une ironie du sort. Il situe très bien, pour un petit pays, le poids réel de la politique extérieure par rapport aux problèmes de politique intérieure.

En ce qui concerne les résultats obtenus par les deux gouvernements Van Zeeland, Kramer note avec raison qu'ils furent meilleurs sur le plan conjoncturel que sur celui des réformes de structure. Mais, ajoute-t-il, « la confiance fut rétablie aux dépens des travailleurs... Il y eut un transfert de pouvoir d'achat de ceux qui avaient travaillé en 1935 à ceux qui étaient jusqu'ici au chômage et obtenaient maintenant du travail » (p. 67). La relance se serait donc faite uniquement au profit du capital et elle n'aurait pas bénéficié aux travailleurs, même pas sous forme d'une augmentation de leur revenu global réel. Cela est contestable. L. Frank, à qui Kramer se réfère, admet que l'ensemble des classes sociales ont bénéficié de la reprise à partir de la seconde année, sous l'effet notamment des grèves de juin 1936. La thèse du « transfert de pouvoir d'achat » repose sur la simultanéité de deux phénomènes : baisse des salaires réels et diminution du chômage. Elle suggère qu'ils étaient liés, mais ne le démontre pas. En fait la baisse des salaires réels avait un caractère cyclique et durait depuis 1932, alors qu'ils avaient augmenté précédemment de 1929 à 1932. Le « sacrifice » dont parlent Frank et Kramer illustre plutôt la

(14) A. de la PRADELLE, *La Paix moderne*, Paris, 1947, p. 79.

différence de mobilité entre prix et salaires, le « transfert de revenu » de 1935 n'ayant pas plus de signification que le mouvement inverse de 1929 à 1932, lorsque la hausse des salaires réels coïncidait avec l'accroissement du chômage. Le fait essentiel est que, globalement, il y eut une amélioration des salaires réels et du revenu du travail. L'indice des premiers passa de 103,5 en 1935 à 112 en 1938 (1929 = 100) en même temps que le chômage se résorbait (15).

On peut naturellement s'interroger sur les causes réelles de cette amélioration. Le gouvernement Van Zeeland fut servi par la reprise économique internationale et il y eut les grèves de juin 1936, dont on connaît l'impact précis sur les salaires. Les économistes sont plus sceptiques. F. Baudhuin, par exemple, estime que la hausse des salaires réels fut plus forte *avant* les grèves qu'*après* ; l'adaptation obtenue fut rapidement neutralisée et les salaires se stabilisèrent ensuite au point d'équilibre correspondant aux « possibilités économiques » (16). Analysant l'effet des grèves de juin 1936 en France, A. Sauvy arrive à une conclusion semblable, mais avec une réserve de taille : « Léon Blum, écrit-il, a essayé d'obtenir des résultats (majorer fortement les salaires, tenir les prix) et n'y est pas arrivé parce qu'il n'a pas fait les réformes nécessaires, parce qu'il a laissé le système en place » (17). La formule du Front populaire n'a donc pas mieux réussi à cet égard que la formule tripartite belge d'union nationale et l'on voit que l'insistance du POB, des planistes et d'Henri de Man sur la nécessité des réformes de structure était entièrement justifiée. Le gouvernement a réussi la dévaluation (18), assaini les finances, organisé le crédit, fortement réduit le chômage et entamé malgré tout quelques réformes de structure. En outre il a donné un coup d'arrêt définitif au rexisme. Mais, de toute évidence, les résultats sont restés très modestes comparés à l'ambition globale du Plan du Travail. Les partenaires des socialistes réussirent à leur imposer un « no passaran » sur tous les points décisifs de leur programme. Mais, si l'union nationale a bénéficié une fois encore au régime capitaliste, une comparaison internationale montre qu'il se serait très probablement redressé même sans le concours socialiste. Toute la question est de savoir si le POB s'en serait mieux tiré dans l'opposition.

(15) R. DEHEM, « Emploi et revenus en économie ouverte », *Bulletin de l'Institut de recherches économiques et sociales*, Louvain, XII^e année, n° 1, janvier 1946, pp. 91-110 notamment.

J. DEPRIMOZ, *Les salaires et le niveau de vie ouvrier en Belgique, 1936-1951*. Paris, A. Colin, 1954, pp. 28-35.

(16) F. BAUDHUIN, *Histoire économique de la Belgique*, Bruxelles, 1946, t. 1, p. 364.

(17) Cité par G. LEFRANC, *Histoire du Front Populaire*, Paris, 1974, p. 325.

(18) A noter que la majorité du POB était hostile à la dévaluation. Vandervelde semble avoir été plus préoccupé de justifier le revirement sur ce point que sur la renonciation au planisme intégral. Cf compte rendu du Congrès extraordinaire du POB du 30 mars 1935, *Le Peuple*, 31 mars 1935.

Une seule situation aurait peut-être été plus favorable : celle où les socialistes, poursuivant leur campagne planiste, auraient abouti à la constitution d'une majorité parlementaire disposée à entériner les réformes de structure d'un gouvernement planiste. On se rend bien compte que cette éventualité ne dépendait pas de la volonté de quelques hommes.

La fin de l'union nationale.

Mais entre cette situation hypothétique et le vanzeelandisme, il existait un moyen terme : la formation d'un gouvernement à direction socialiste. La possibilité s'en est offerte après la démission du second Cabinet Van Zeeland. A la suite de l'exclusive prononcée par les libéraux contre Henri de Man, elle ne s'est pas réalisée. Mais les divisions des dirigeants socialistes ont joué ici un rôle important.

Nous avons vu que l'échec relatif du gouvernement Van Zeeland, comme du gouvernement de Front Populaire en France, venait de ce qu'il n'avait pu réaliser certaines réformes de structure indispensables. A ce moment il n'existait que trois issues : renoncer à une participation qui ne serait pas liée à ces réformes, rechercher une nouvelle formule gouvernementale à majorité plus restreinte (et en principe toujours tripartite, vu la composition du Parlement) mais plus soudée (front démocratique), ou poursuivre le vanzeelandisme au besoin sans Van Zeeland. La première solution allait contre le vœu de la majorité du POB et plus nettement encore contre la majorité syndicaliste, qui voulait les réformes mais pas au point de renoncer à la participation. La deuxième solution se proposait (il n'est pas sûr du tout qu'elle y fût parvenue) comme un moyen terme, mais elle exigeait que le POB fit bloc derrière elle. On eut donc en définitive — à partir du Cabinet Janson — la troisième solution, la moins favorable du point de vue socialiste et que tout le monde considérait comme un expédient (19).

Henri de Man préconisait la deuxième solution. Comme à son habitude, il la défendit avec détermination. Ses adversaires s'y opposaient à tout prix. Il faut donc se méfier ici tout particulièrement des appréciations unilatérales. C'est ce que ne fait pas Kramer, me semble-t-il, lorsqu'il parle à ce propos de l'ambition d'Henri de Man, sans distinguer entre mobiles personnels et mobiles politiques ; ou de ses « manœuvres » au moment du discours d'Anvers en octobre 1937, sans examiner la signification de celui-ci en relation avec la logique de la participation (p. 72). Pourquoi d'autre part se borner à rapporter que Spaak était devenu subitement aux

(19) C.H. HÖJER, *op. cit.*, p. 273.

yeux de Vandervelde un « moindre mal » et ne pas s'interroger sur les raisons de ce revirement (p. 73) ?

• Pourquoi en effet, si la politique espagnole du gouvernement était réellement le nœud des divisions socialistes, aurait-on considéré comme « moindre mal » un homme prenant tant de plaisir, nous dit Kramer, à mener une politique opposée à celle que voulait le parti ? Rétrospectivement il est aisé de mettre en doute, et entre guillemets, le réalisme de Spaak et de la politique d'indépendance (p. 70) ; encore faut-il rappeler que ce « réalisme »-là a eu derrière lui, jusqu'au 10 mai 1940, une grande majorité du peuple belge (ce qui ne signifie pas que les raisons de celui-ci aient été homogènes) et qu'il ne fut pas une exclusivité de la Belgique. Je ne crois pas que le POB a finalement demandé à Spaak de rester au gouvernement en décembre 1938 malgré Burgos parce que de Man « attendait dans les coulisses » (p. 75), mais parce qu'il est resté sensible à l'argument : sans les socialistes, le gouvernement fera moins pour les travailleurs et nous irons quand même à Burgos.

Oui, le Parti Ouvrier Belge soutenait la République espagnole pour ainsi dire sans exception. Sur quoi Kramer se base-t-il pour ajouter : ... autre que de Man » (p. 75) ? Le détachement de celui-ci envers l'affaire espagnole s'expliquerait par ses désillusions d'homme politique (p. 73). de Man s'opposait à toute intervention en Espagne, d'où qu'elle vienne (p. 73). Il n'aurait exprimé de sympathie ni pour les Républicains, ni pour les Nationalistes. Cela se comprend sur le plan de la non-intervention. En revanche, on peut douter que, confronté à un choix *réel*, de Man n'eût pas accordé son soutien total à la République. A l'époque où le Conseil Général du POB discutait le problème soulevé par les interviews de Spaak et de lui-même dans *L'Indépendance*, de Man déclara devant cette assemblée : « Je n'aurais pas fait la politique de Caballero avant la guerre civile. Mais, la guerre civile déclenchée, je serais à 100 % Front Populaire » (20). Comment d'autre part attribuer son détachement à des désillusions politiques survenues plus d'un an et demi après le début du soulèvement franquiste ? Et si ses sentiments personnels avaient alors fait le moindre doute, pourquoi Vandervelde aurait-il dit devant la Fédération Bruxelloise à propos de ce même débat : « Après-demain, le Conseil Général se séparera, avec de Man, *j'en suis certain*, avec Spaak, *je l'espère*, au cri de « Vive l'Internationale ouvrière et socialiste ! » (21).

Cela se passait en février 1937, un mois après la démission de Vandervelde. Celui-ci semblait donc encore plus sûr de de Man que de Spaak. Cependant, libéré de ses obligations ministérielles, il entendait se consacrer

(20) *Le Peuple*, 23 février 1937.

(21) *Le Peuple*, 25 février 1937 (souligné par moi).

désormais à l'action socialiste internationale. Avant même les interviews sur le « socialisme national », il collaborait à *Combat* au moment où le périodique attaquait vivement les deux ministres et promettait que le Conseil Général allait sentir passer « un vent furieux, prêt à tout renverser » (22). Et dans un meeting à Grâce-Berleur, il déclarait qu'il avait repris sa liberté d'expression, mû par le besoin irréductible de se dégager « des lisières inséparables de toute action gouvernementale », et accusait ceux qui « rêvent de substituer à notre politique de lutte de classe un système gouvernemental de conciliation permanente des classes, sous le signe cher à Marcel Déat : « Ordre, Autorité, Nation » (23). Dans un article du *Peuple*, il affirmait ne plus avoir « par sénilité cette plasticité cérébrale qui rend possible aux générations nouvelles des adaptations singulièrement rapides au caprice des événements » (24). Pourtant il se rapprochait de la tendance « Front Populaire » qui préconisait une entente avec les communistes. Auparavant il s'était déclaré d'accord avec la majorité du Conseil Général qui refusait cette alliance pour des raisons de principe et de tactique. En juin 1937 il faisait un pas de plus en écrivant dans *Le Peuple* : Qui donc nous a changé le Parti communiste et le groupe parlementaire communiste ? » Certes il n'entendait pas se jeter dans leurs bras, mais il ne prononçait pas d'exclusive, car les situations politiques sont changeantes (25). D'ailleurs il n'avait pas caché au Roi que les événements créaient une tension qui pouvait devenir dangereuse pour l'unité du parti.

A l'automne éclatait la crise ministérielle. C'est à ce moment que Vandervelde fit résolument obstacle à de Man. Que lui reprochait-il ?

1. Son attitude dans l'affaire de la Banque Nationale qui avait amené la chute du Cabinet. Spaak lui aurait parlé à ce propos de « crise de vertu » et Huysmans dit qu'il n'aimait pas les resquilleurs.

2. Le fait de se considérer comme le successeur légitime de Van Zeeland, s'efforçant ainsi de placer le POB devant un fait accompli.

3. Le discours d'Anvers. Vandervelde reconnaissait qu'il avait eu un excellent accueil dans le parti, mais « nous fûmes quelques-uns, cependant, à trouver inquiétante la partie finale du discours », où Vandervelde voyait un retour à *Au delà du marxisme*.

Le 26 octobre, le Roi appela Vandervelde en consultation pour lui demander notamment qui pourrait être le formateur. Le président du POB

(22) « Avec Vandervelde, contre la réaction », *Combat*, 30 janvier 1937.

(23) *La Wallonie*, 1^{er} février 1937.

(24) E. VANDERVELDE, « Que va faire Monsieur Vandervelde ? », *Le Peuple*, 7 février 1937.

(25) E. VANDERVELDE, « Les communistes et nous », *Le Peuple*, 13 juin 1937.

répondit que c'était une question délicate ; il cita quatre noms : de Man, Spaak, Wauters, Huysmans, en ajoutant qu'aucun ne recevrait un accueil hostile dans le parti. Buset lui dira un peu plus tard son étonnement qu'il ne se soit pas prononcé plus catégoriquement en faveur de de Man. Quant à Huysmans, également consulté par le Roi en sa qualité de président de la Chambre, il aurait déclaré carrément que de Man n'avait aucune chance : « J'ai mis les pieds dans le plat et ai dit ce que je pensais de lui et de son attitude vis-à-vis de Van Zeeland depuis le mois de septembre. Je n'aime pas les resquilleurs » (26).

Il n'est donc pas étonnant que Léopold III ait alors dit à de Man en le désignant comme formateur : « La consultation à laquelle j'ai procédé, je dois vous le dire, ne vous a pas été très favorable. Ne craignez-vous pas qu'un échec éventuel vous fasse tort et fasse tort au Parti ? » Malgré cet avertissement, note Vandervelde imperturbable, le formateur alla de l'avant... Vandervelde fut même surpris de l'enthousiasme avec lequel le Conseil Général donna son investiture à « l'aspirant Premier Ministre » (27).

Dès lors Vandervelde préféra Spaak, qui avait « l'intérêt le plus évident à rester dans le POB », tandis que de Man lui apparaissait désormais comme « un Hitler au ralenti » (28). Il semble que Vandervelde craignait que de Man ne revienne à la charge en cherchant à s'appuyer sur une majorité bipartite qui aurait mis en péril l'unité flamande-wallonne du POB (29). De quel côté serait venu le péril, Vandervelde ne le dit pas. On peut toutefois s'étonner que de Man ait songé à former une majorité en se privant de l'appui d'une partie des socialistes. Dans son discours d'Anvers il avait seulement relancé l'idée déjà ancienne d'un gouvernement réunissant les forces démocratiques des *trois* partis, ce qui menaçait en fait surtout l'unité des deux autres.

On a parlé de conflit de génération, de conflit doctrinal. C'est vrai. Mais on pourrait montrer que l'essentiel du « socialisme national » était déjà dans le Plan du Travail et les thèses de Pontigny, dont Vandervelde disait qu'il les approuvait pour les huit dixièmes. Il y a eu aussi le conflit personnel (incident de la démission de Vandervelde), et enfin les circonstances politiques. Mais il y a dans la détermination de Vandervelde à partir d'octobre 1937 quelque chose de plus profond et de plus irréductible. Il n'hésite pas à affaiblir l'action gouvernementale pour tenter de modifier le rapport des tendances au sein du POB. Et comme il ne peut pas s'en prendre directement à la majorité qui soutient le « socialisme national »

(26) E. VANDERVELDE, *Carnets, 1934-1938*, Paris, 1966, p. 55.

(27) *Ibid.*, p. 58.

(28) *Ibid.*, p. 66.

(29) *Ibid.*, p. 62.

(sinon le mot, au moins la chose), il décide de barrer la route à son représentant le plus qualifié. Vandervelde était l'incarnation du POB, son symbole d'unité et de continuité comme dit Kramer ; plus encore : c'était *le Patron* (« Je reste votre Patron, votre père » déclare-t-il à Grâce-Berleur, en suscitant des applaudissements). Son identification absolue à l'organisation explique peut-être mieux que tout qu'il ait changé complètement d'avis au sujet du planisme et d'Henri de Man entre 1933 et 1937. En 1933 le Plan sauvait le parti du marasme politique et doctrinal. Vandervelde est donc pour le Plan et pour de Man. En 1937 il craint que de Man n'instaure une « collaboration de classe permanente », c'est-à-dire en fait une espèce de superparti. Le « socialisme nouveau » ne lui apparaît plus alors que comme « une mixture douceâtre de thomisme et de prémarxisme » (30). Il faut donc réaffirmer la permanence des principes marxistes adoptés à Quaregnon : socialisation des moyens de production comme but et lutte des classes comme moyen, le tout sous le signe de l'internationalisme prolétarien. En réaffirmant le dogme de la lutte de classe, Vandervelde sait qu'il ne va rien changer à la réalité politique, mais il est presque assuré que ce rappel à la pureté doctrinale refroidira les ardeurs des non-socialistes et favorisera le statu quo.

Cette « sécurisation » par la doctrine devait nécessairement se répercuter sur le plan de la dynamique politique. Vandervelde revenait à l'idée ancienne que le parti avait intérêt à retarder le plus possible la conquête du pouvoir. A nouveau le hante l'avertissement d'Engels : le pire destin des socialistes serait d'arriver prématurément au pouvoir, sans disposer des moyens nécessaires à la réalisation de leur programme. Question plus redoutable encore : N'était-il pas, en définitive, utopique de prétendre « passer du capitalisme au socialisme, avec un minimum de heurts et de violence, par une série d'états de transition, dans la démocratie et la paix ? » (31).

Jef Rens écrivait au lendemain de l'échec de de Man comme formateur : « Tout ce que le pays contient de réactionnaires s'est ligué contre cet homme ». L'hypercapitalisme a triomphé de la démocratie, car il avait tout à craindre de l'un des « rares hommes qui fait de la politique, non pas pour réussir, mais pour construire » (32). Le conservatisme de droite est venu en l'occurrence au secours du conservatisme de gauche. De Man en a conclu qu'il était possible de mener une action progressiste, à condition

(30) *Ibid.*, p. 66. Même évolution en ce qui concerne le Cabinet Van Zeeland. En 1936 il parle de sa réussite (p. 25) ; en 1938 il n'est plus question que de résultats médiocres (p. 95).

(31) *Ibid.*, p. 96.

(32) J. RENS, « L'échec de M. de Man ou l'équivoque de la démocratie bourgeoise », *Les Cahiers Politiques*, Bruxelles, janvier 1938, pp. 68-73.

de commencer cette fois-ci par les réformes politiques que le planisme avait primitivement renvoyées à des temps meilleurs. Première difficulté : l'affaiblissement général des démocraties suscitait un large courant de pensée en faveur des réformes, mais l'inévitable lenteur de l'adaptation risquait d'en compromettre l'efficacité. Deuxième difficulté : à l'époque envisagée (1938-1939) la situation internationale rendait problématique voire inopportune une telle adaptation. C'est ce que Herman Vos, un planiste, objectait entre autres choses aux projets de de Man (33). Que celui-ci n'ait pas perçu ce que l'intuition pessimiste de Vandervelde recélait de juste au point de vue politique, on peut le comprendre. Mais l'effritement du consensus planiste, dont Vos témoignait en la circonstance, aurait dû l'alerter (34). Manifestement son pacifisme débouchait sur une forme de « défaitisme révolutionnaire » (35). Je ne puis contester à Kramer le droit de dire, avec Jef Rens, que « la courbe de son échec comme homme politique aurait croisé à un moment donné celle des conquêtes de Hitler » (p. 73), mais il me semble justifié d'ajouter que d'autres « courbes d'échec » en ont fait autant : celle des démocraties, celle des partis socialistes, etc. Le destin ultérieur de l'homme ne change rien au problème des responsabilités collectives.

Conviction et responsabilité.

Max Weber a dit que tout homme politique hésite entre une morale de la conviction et une morale de la responsabilité. A partir de 1935 la conviction, qui avait dominé son action jusque-là, le cède chez de Man à la responsabilité. Inversement, en 1937, Vandervelde trouve la morale de la responsabilité si intolérable qu'il choisit, par conviction, de faire obstacle à de Man, de se rapprocher des communistes, de reconsidérer son avis sur le planisme et la politique du gouvernement Van Zeeland. On peut naturellement avancer — comme le fait Kramer pour qui de Man cesse à un moment donné d'être socialiste (p. 78) — que les divergences s'expliquent par la déviation idéologique du « socialisme national ». Mais quel « droit » permettra de mesurer cette déviation ? Il faut en tout cas tenir compte de ce fait fondamental de l'histoire, selon Max Weber :

« Le résultat final de l'activité politique répond rarement à l'intention primitive de l'acteur. On peut même affirmer qu'en règle générale il n'y

(33) H. VOS, « Regeering en Parlement », *Leiding*, août 1939, p. 469.

(34) Cet effritement était bien entendu antérieur à août 1939.

(35) M. BRÉLAZ, « Pacifisme et internationalisme dans la première partie de l'œuvre d'Henri de Man », *Revue européenne des sciences sociales*, Genève, t. XII, 1974, n° 31, pp. 237-238.

répond jamais et que très souvent le rapport entre le résultat final et l'intention originelle est tout simplement paradoxal. » (36)

De Man avait bien compris que la morale de la conviction est vouée à l'échec si elle ne débouche pas sur une morale de la responsabilité. A partir de 1919, il pressentait que la liaison ne pourrait se faire que si les mêmes mobiles éthiques animaient à la foi la fin et les moyens de la transition au socialisme. Mais l'exercice de la responsabilité apprend que le bien engendre parfois le mal et vice-versa. C'est là qu'est la vraie difficulté, et parfois le drame, de l'acteur politique.

Je ne crois pas comme Kramer que beaucoup d'hommes prévoyaient en 1940 la défaite de l'Allemagne (peut-être l'espéraient-ils), ni que les Etats-Unis allaient entrer en guerre, ni que les Russes seraient à leur tour attaqués. Mais il importe peu. Fidèle à sa morale de la responsabilité, de Man a cru effectivement que l'histoire mondiale était un « tribunal universel sans cour d'appel » (37) et qu'il fallait pratiquer une politique de présence et de préparation aux tâches futures. Il s'est trompé dans son choix et il a payé cette erreur.

Mais il a commis une erreur peut-être plus grave, envers lui-même. Non, il n'a pas cru que « la révolution était à droite », il n'a pas considéré la victoire allemande et l'occupation comme une victoire du socialisme. Mais jusqu'en 1940, sa morale de la responsabilité était en harmonie avec sa morale de la conviction, laquelle refusait d'assurer la transition au socialisme par la violence, fût-ce pour prévenir la violence. Après 1940 il a laissé sa morale de la responsabilité l'emporter sur sa morale de la conviction et admis la violence comme puissance, certes négative, mais révolutionnaire, dans une perspective catastrophiste (38).

Celui qui veut sauver son âme, disait encore M. Weber, ne doit pas faire de politique, car il n'existe « aucune éthique au monde qui puisse nous dire à quel moment et dans quelle mesure une fin moralement bonne justifie les moyens et les conséquences moralement dangereuses » (39). Partant de l'idée que de Man avait quelque chose de plus cher que le salut de son âme, peut-être trouverons-nous là l'explication de l'intérêt qu'on continue de lui porter en Belgique et ailleurs, et que d'aucuns trouvent incompréhensible : ceux-là aussi il faut les comprendre, car l'interprétation

(36) M. WEBER, *Le Savant et le Politique*, Paris, 1959, pp. 165 ss.

(37) H. BRUGMANS, « Henri de Man et les Pays-Bas », *Revue européenne des sciences sociales*, t. XII, 1974, n° 31, p. 149.

(38) Cf sur ce sujet I. RENS et J. GRINEVALD, « Réflexions sur le catastrophisme actuel », *Pour une Histoire qualitative, études offertes à Sven Stelling-Michaud*, Genève, 1975, pp. 283 ss.

(39) M. WEBER, *op. cit.*, p. 173.

de Kramer leur donne raison. Je rappellerai donc, pour conclure, ce qui m'empêche de l'accepter sans réserves :

Si caractéristique que soit la personnalité d'Henri de Man, son action politique ne peut être comprise de manière abstraite par rapport à un type d'action idéal s'inscrivant rétrospectivement dans la ligne d'évolution de ce qu'on appelle le « mouvement ouvrier historique » ; ni, de manière déjà plus concrète, comme un rapport exclusif entre ses théories et ses échecs. Il faut la replacer dans une structure historique globale qu'il s'agit également de « reconstruire », et non d'accepter comme une donnée immuable. La « reconstruction » en question — naturellement loin d'être achevée — suggère que l'action politique d'Henri de Man et du planisme belge en général constitue avec le mouvement socialiste de cette époque un ensemble homogène, et non une sorte d'excroissance accidentelle due à l'activité plus ou moins pernicieuse et déviationniste d'un groupe d'individus.

Summary.

It is questioned whether Belgian planism of the 1930's has been a movement that broke with socialist internationalism and displayed a tendency to preempt fascism by emulating some of its positions, as S.P. Kramer argued in the previous issue of Res Publica. Unlike French neo-socialism, planism was a call to action within the party against the crisis. Whether it was merely a personalities' matter is doubtful. By individualizing its failure one leaves unsolved essential problems like the attraction of fascism for the masses and the real spread of the planist idea. Socialisme national was a bow to the circumstances, not to the fascist spirit. The breach in socialist internationalism did not result from a deliberate political will but was rather forced upon it by the breakdown of collective security. As for internal policy de Man suggested an unequivocal partnership favouring structural reforms. His failure cannot be dissociated from the failure of democracy and socialism. He eventually blundered against his own ethics by admitting the destructive revolutionary potentiality of the 1940 defeat. Nevertheless Belgian planism can only be understood along with its historical connections.

